

GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT D'ÉLECTRICITÉ ET SERVICES ASSOCIÉS SUR LE PÉRIMÈTRE DU DÉPARTEMENT DE L' AISNE

Articles R 2121-1 R 2131-1 R2132 -2 à R 2132-6 R2132-7 R 2132-13 R2132-11 à R 2132-12 R2132 R 2143 R 2151 R2141 R
2143 R 2144 R 2152 R 2124 R2161 R 2125 R2162 du code de la commande publique ordonnance N°2018-1074 du 26
novembre 2018 et du décret n°2018- 1075

COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

USEDA

ACCORD-CADRE PLURI-TITULAIRES PASSE EN APPEL D'OFFRES OUVERT

A Laon, Le 06/08/2019

Daniel DUMONT
Le Président



EDF

Direction Marché d'Affaires
Edouard LESTIENNE
Responsable des Ventes
37 rue de Luxembourg
59049 LILLE Cedex
EDF-SA au cap.de 137 003 8843,50 EUR - 552081317 R.C.S Paris

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)



FOURNITURE ET ACHÈMÈNEMENT D'ÉLECTRICITÉ

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET	4
ARTICLE 2	FORME DU CONTRAT	4
LA COMPOSITION PRECISE DE CHAQUE LOT EST DONNEE EN ANNEXE 1 DU CCTP.....		4
ARTICLE 3	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 4	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.1.	LIEUX DE FOURNITURE D'ELECTRICITE	5
4.2.	ORIGINE DE L'ELECTRICITE FOURNIE	5
4.3.	OPERATION PREALABLES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS / BASCULE	5
4.4.	OPTIMISATION DES COUTS D'ACCES AU RESEAU DE DISTRIBUTION	6
4.5.	EVOLUTION DU PERIMETRE DU MARCHE	8
4.5.1.	<i>Rattachement d'un point de livraison</i>	8
4.5.2.	<i>Détachement d'un point de livraison</i>	8
4.5.3.	<i>Actualisation du périmètre</i>	9
4.5.3.	<i>Cas des branchements provisoires</i>	9
ARTICLE 5	SERVICES LIES A LA FOURNITURE ET A L'ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE	9
5.1.	FACTURATION GROUPEE.....	10
5.2.	DOCUMENT DE FACTURATION.....	10
5.2.1	<i>Dématérialisation des factures</i>	11
5.3.	VALIDATION DES DONNES DE FACTURATION ET REGULARISATION DES FACTURES	11
5.4.	OUTILS DE SUIVI DES CONSOMMATIONS.....	11
5.5.	REUNION BILAN COORDONNATEUR	12
5.6.	REUNION BILAN MEMBRES.....	13
5.7.	GESTION DES RELATIONS ENTRE LE TITULAIRE DU MARCHE, LES MEMBRES DU GROUPEMENT, LE COORDONNATEUR DU MARCHE ET LE GRD.	13
5.7.1.	<i>Gestion des relations entre le titulaire et les membres du groupement</i>	13
5.7.2.	<i>Gestion des relations entre le titulaire et le coordonnateur</i>	15
5.7.3.	<i>Gestion des relations entre le titulaire et le GRD</i>	15
ARTICLE 6	DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	16
ARTICLE 7	LISTE DES ANNEXES AU PRESENT CCTP.....	16
ANNEXE 1	17
LISTE DES POINTS DE LIVRAISON ET DONNES TECHNIQUE.....		17
Sous Format XLS.....		17
ANNEXE 2	17
Informations devant figurer dans le fichier suivi		17
(Cf article 5-2 du CCTP)		17
ANNEXE 3-CCTP.....		17
Informations devant figurer sur la facturation groupée (cf Art. 5.1 du CCTP).....		17
ANNEXE 4- CCTP.....		17
Informations devant figurer sur la facturation détaillée (cf Art. 5.1 du CCTP).....		17
ANNEXE 5 CCTP.....		17
Tableau des délais d'exécution des prestations (Cf art 5 du CCTP).....		17
Annexe 6 CCTP		17
Trame de mémoire technique du candidat.....		17

Préambule

Depuis le 1er juillet 2007, et conformément aux articles L. 441-1 et suivants du Code de l'énergie, le marché du gaz naturel est ouvert à la concurrence pour tous les consommateurs.

Les personnes publiques et notamment les collectivités territoriales et leurs établissements publics qui souhaitent bénéficier du tarif du marché et qui doivent s'y soumettre pour les nouveaux points de livraison (PDL), doivent, pour leurs besoins propres en énergie, recourir aux procédures prévues par le code de la commande publique ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018- 1075 pour la sélection de leurs prestataires.

De même, les établissements privés peuvent mettre en concurrence les différents prestataires pour leurs besoins propres en énergie.

La mutualisation de l'achat peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix.

Dans ce contexte, l'Union des Secteurs d'Energie du département de l'Aisne coordonne un groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Ce groupement vise à répondre aux besoins récurrents de ses membres en matière de :

Fourniture et acheminement d'énergies (électricité) ;

Services associés.

L'USEDA en tant que coordonnateur du groupement et dans le respect des règles fixées par l'ordonnance susvisée, est en charge de :

L'organisation des opérations de sélection d'un ou plusieurs cocontractants en vue de la satisfaction des besoins des membres du groupement ;

La signature et la notification des marchés subséquents et de l'accord cadre qu'il passe, chaque membre du groupement s'assurant de la bonne exécution des marchés le concernant. (cf. acte constitutif du groupement de commandes).

Article 1 Objet

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de définir les termes et les conditions de l'acheminement et la fourniture d'électricité pour l'alimentation des points de livraison en basse tension et en haute tension à des puissances souscrites des membres du groupement visés en annexe 1 CCAP en application d'un accord-cadre alloti et de marchés subséquents passés sur la base de cet accord-cadre.

L'objet du marché comprend les prestations suivantes :

~~La fourniture complète en énergie électrique des points de livraison visés au premier alinéa, intégrant les prestations définies au présent CCTP ;~~
~~L'accès au réseau public de distribution d'électricité et son utilisation pour les points de livraisons visés au premier alinéa, dans le cadre d'un contrat unique ;~~
~~La mission de responsable d'équilibre conformément à l'article L.321-15 du Code de l'énergie.~~

Les Titulaires de l'accord-cadre et les Titulaires des marchés subséquents exécutent l'ensemble des prestations conformément aux dispositions du présent CCTP et les autres pièces constituant cet ensemble contractuel défini à l'article 6 du CCAP.

Article 2 Forme du contrat

L'ensemble contractuel se compose d'un accord-cadre de fournitures courantes et de services, conclu conformément aux articles L 2125 R 2162 du code de la commande publique ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018- 1075 public, divisé en 3 lots conformément à l'article 1.3 du Règlement de Consultation. L'accord cadre est alloti comme suit

		Volume de consommation prévisionnelle sur une année en kWh
Lot n°1	Points de livraison inférieurs ou égal à 36 kVa en zone ENEDIS	29 966 333.00 kWh
Lot n°2	Points de livraison dont profils raccordés en BT et points de livraison dont profils et courbes de charge raccordés en HTA en Zone ENEDIS	28 419 235.00 kWh
Lot n°3	Points de livraison en zone ELD	165 920 kWh

La composition précise de chaque lot est donnée en annexe 1 du CCTP

Article 3 Documents contractuels

Le présent CCTP s'insère dans un ensemble contractuel composé des documents dont la liste figure à l'article 6 du CCAP et l'article 3 du Règlement de Consultation.

Le titulaire du marché subséquent exécute l'ensemble de ses prestations conformément aux dispositions du présent CCTP et des autres pièces constituant cet ensemble contractuel.

Article 4 Modalités d'exécution des prestations

4.1. LIEUX DE FOURNITURE D'ELECTRICITE

Les lieux de fourniture d'électricité sont les points de livraison des membres du groupement de commandes.

Le candidat trouvera, dans les fichiers électroniques joints en annexe 1 du présent CCTP, la liste des points de livraison établie à la date de publication de l'Accord-cadre. Cette liste indicative pourra être modifiée légèrement à l'occasion de la publication des marchés subséquents

4.2. ORIGINE DE L'ELECTRICITE FOURNIE

Pour chaque point de livraison, l'électricité fournie relève :

Du mix énergétique national ;

Chaque membre du groupement peut choisir de retenir :

Ce mix énergétique sans garantie d'origine renouvelable, appelé offre standard ;

Ce mix énergétique avec des garanties d'origines renouvelable pour 50% de sa consommation d'électricité ;

Ce mix énergétique avec des garanties d'origine pour 75% de sa consommation d'électricité ;

Ce mix énergétique avec des garanties d'origine pour 100% de sa consommation d'électricité ;

L'option retenue par chaque membre s'applique à l'ensemble des points de livraison.

Le titulaire présentera les attestations de garanties d'origine correspondantes selon les définitions par les articles L.314-4 et suivants du code de l'énergie et leurs textes d'application – notamment le décret n°2006-1118 du 5 septembre 2006 relatif aux garanties d'origine de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou par cogénération. Celles-ci seront **envoyées en même temps que le feuillet récapitulatif annuel** (cf. article 3.2 du présent CCTP).

4.3. OPERATION PREALABLES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS / BASCULE

A compter de la notification du marché subséquent, le titulaire du marché procède à l'ensemble des démarches auprès des membres du groupement (dont les coordonnées sont fournies par le coordonnateur du groupement) afin de respecter la date de début de fourniture d'électricité.

Pour chaque membre du groupement, le titulaire établit un « fichier périmètre » reprenant la liste et les caractéristiques des points de livraison du membre (RAE, dénomination, adresse, puissance souscrite, etc.).

Dans un délai de 21 jours à compter de la notification du marché subséquent, la personne indiquée comme **réfèrent pour chaque membre** est sollicitée par courriel avec accusé de réception par le

titulaire (si le titulaire constate que le courriel n'a manifestement par été reçu, il prend contact par téléphone avec le membre afin de s'assurer qu'un interlocuteur reçoive son courriel) et **dispose d'un délai de 15 jours pour préciser ses choix sur les points suivants :**

~~Le paramétrage du système de facturation selon l'éventuel groupement des points de livraison donné par le membre en application de l'article 5-1 du présent CCTP ;~~

~~Le mode de règlement (paiement sans ou avec mandatement préalable, cf article 10 du CCAP et communication si besoin des coordonnées du comptable public assignataire) ;~~

~~Le mode de transmission des factures du feuillet récapitulatif (au format numérique et/ou papier)~~

Le titulaire informe parallèlement le coordonnateur de la période à laquelle il sollicite les membres sur ces questions afin que ce dernier soit en mesure, le cas échéant, d'alerter le membre du groupement sur la démarche mise en place.

Il complète le fichier de suivi (cf annexe 4) avec les réponses apportées à chaque membre.

En l'absence de réponse du membre au titulaire 15 jours concernant les éléments mentionnés ci-avant :

~~Le titulaire établira une facture groupée pour l'ensemble des points de livraison du membre associée à une facture détaillée de chaque point de livraison ;~~

~~Le règlement sera opéré par virement ;~~

~~Les factures et le feuillet récapitulatif seront transmis sous format papier.~~

Par ailleurs, si le membre du groupement, lors de cette validation du périmètre du marché subséquent, souhaite rectifier la liste des points de livraison objet du marché, en intégrant ou en supprimant, pour les cas indiqués aux articles 4.5 du présent CCTP, il l'indique sur le fichier périmètre et formalise ainsi sa demande auprès du titulaire.

Le titulaire doit en outre à chaque membre du groupement conformément à l'article 4.4. du présent CCTP son étude d'optimisation du TURPE pour validation par le membre du groupement.

Sauf mention contrainte indiquée dans le cahier des clauses spécifiques CCS– marché subséquent, et sous réserve des stipulations de l'article 4.5 (évolution du périmètre) du présent CCTP, la bascule intervient le 1^{er} janvier 2020 à 00h00 pour tous les points de livraison identifiés en annexe 1 du présent CCTP.

4.4. OPTIMISATION DES COÛTS D'ACCÈS AU RESEAU DE DISTRIBUTION

Dans le cadre du contrat unique, le titulaire est chargé dans les conditions prévues par le contrat GRD-Fournisseur, de la souscription de l'accès au réseau auprès du GRD pour l'ensemble des points de livraison qu'il alimente. Dans ce cadre, et, sous réserve de l'accord du membre du groupement concerné, le titulaire est chargé de fixer la formule tarifaire pour l'accès au réseau de distribution et la puissance souscrite pour chaque point de livraison objet du marché dans les conditions prévues par le contrat GRD-Fournisseur.

A ce titre le titulaire s'engage à proposer à chaque membre du groupement la version du TURPE et la ou les puissance(s) optimale(s) pour chaque point de livraison. L'étude permettant de définir la version du TURPE et la ou les puissance(s) optimale(s) à souscrire pour chaque point de livraison sera réalisée dans les trois mois qui suivent la date de bascule.

Le titulaire s'engage à opérer de la façon suivante :

Sur la base des données de consommation et, le cas échéant, des courbes de charge, communiquées lors du marché subséquent, il réalise une étude d'optimisation aboutissant à une proposition de la version du TURPE et des puissances les mieux adaptées pour chaque point de livraison.

Pour chaque membre du groupement, le titulaire produit un rapport d'optimisation mettant en évidence chaque point de livraison pour lequel une optimisation du TURPE est à envisager :

L'intérêt économique des choix de souscription par comparaison à la tarification en place ;

Les éventuelles contraintes techniques induites et leur impact financier s'il est possible pour le titulaire de les déterminer aisément (opérations standards référencées au catalogue des prestations des GRD).

A dater de la transmission du rapport d'optimisation, **le membre du groupement dispose d'un délai de 30 jour calendaire pour se prononcer sur les optimisations proposées.** Pendant ce délai, le membre ou le coordonnateur peuvent solliciter le titulaire pour des explications complémentaires. A l'expiration de ce délai et sans retour de la part du membre du groupement et après relance du membre en informant le coordonnateur de cette relance, les optimisations proposées par le titulaire du marché ne seront pas appliquées et le tarif et les puissances en vigueur seront conservés.

Si parmi les propositions validées par le membre du groupement, **certaines optimisations donnent lieu à une intervention spécifique du GRD (sur devis),** le titulaire demande un devis au GRD, puis le transmet au membre du groupement (avec copie au coordonnateur), qui dispose ensuite d'un délai de 30 jour calendaire pour se prononcer. Au-delà de ce délai, les optimisations concernées ne seront pas appliquées.

Après validation des propositions par le membre du groupement, **le titulaire engage auprès du gestionnaire de réseau l'ensemble des démarches de modification de la formule tarifaire du TURPE et/ou des puissances souscrites,** et suit leur mise en œuvre.

L'optimisation du TURPE (comprenant l'étude d'optimisation ainsi que les échanges avec le membre du groupement) **sera réalisée dans les six mois (6) qui suivent la date de la bascule.**

Le titulaire s'engage à **renouveler cette étude chaque fois qu'il détecte un besoin d'optimisation ou qu'une demande lui est transmise** par un membre ou le coordonnateur par le biais d'un ordre de service (cf annexe 2 du CCAP)

Le coordonnateur reçoit les rapports d'optimisation adressés par le titulaire aux membres du groupement. Par voie d'échantillonnage, il vérifie la pertinence des choix opérés par le titulaire.

Le titulaire intègre au fichier de suivi (cf annexe 4) **les éléments récapitulatifs des opérations réalisées**, reprenant les données de départ, d'arrivée et les gains économiques estimés.

4.5. EVOLUTION DU PERIMETRE DU MARCHE

La faculté d'intégrer ou d'écarter des points de livraison aux mêmes conditions de marché est limitée à une variation globale de **+/- 30%** par rapport au volume prévisionnel annuel total de consommation indiqué au détail quantitatif estimatif du marché subséquent.

4.5.1. Rattachement d'un point de livraison

Le rattachement en cours d'exécution du marché subséquent d'un point de livraison non mentionné dans le bordereau des points de livraison annexé à l'acte d'engagement de l'accord-cadre s'opère, à la demande du membre, dans les conditions prévues à l'article 9.2 du CCAP et selon la méthodologie exposée par le titulaire du marché subséquent dans son mémoire technique.

A titre indicatif, ce rattachement peut notamment intervenir à la faveur de la mise en service d'un nouveau site.

Le cas échéant, le titulaire apporte également un conseil au membre concernant les dossiers de raccordement au réseau, selon la méthodologie exposée dans son mémoire technique.

Le membre notifie au titulaire du marché subséquent un ordre de service établi sur le modèle joint en annexes du CCAP. Dès que le rattachement est effectif, le titulaire avertit le membre du groupement et le coordonnateur.

4.5.2. Détachement d'un point de livraison

En cours d'exécution du marché subséquent, des points de livraison peuvent faire l'objet d'un détachement. A titre indicatif, ce détachement peut notamment survenir suite à un changement de puissance qui ferait sortir le point de livraison du niveau de puissance retenu pour le lot auquel il était initialement rattaché, pour un motif légitime au sens du Contrat GRD-Fournisseur, à la faveur par exemple d'un changement définitif d'énergie, d'une cessation définitive d'activité sur le site etc...

Quand ils sont connus, des cas de détachement de points de livraison sont mentionnés dans la colonne « observations » de la liste des points de livraison (annexe1).

Le membre notifie au titulaire du marché subséquent un ordre de service établi sur le modèle joint en annexe 2 du CCAP.

Dès que le détachement est effectué, le titulaire en avertit le membre du groupement et le coordonnateur.

4.5.3. Actualisation du périmètre

Le titulaire du marché subséquent adresse mensuellement au coordonnateur l'ensemble des modifications (rattachement, détachement, nouvelles caractéristiques, changement de coordonnées, etc.) affectant les points de livraison des membres. Ces informations sont adressées sous format numérique .xls par transmission électronique et comportent les données de consommation et de coûts par membre du groupement et globalement.

Une version consolidée des données de tous les membres est transmise mensuellement au coordonnateur.

Ce fichier met en évidence l'ensemble des modifications (rattachement, détachement, nouvelles caractéristiques, changement de coordonnées, etc..) affectant les points de livraison des membres.

4.5.3. Cas des branchements provisoires

En cours d'exécution d'un marché subséquent, à la demande d'un membre et dans la limite des volumes indiqués du présent CCTP, des points de livraison non mentionnés dans la liste annexée à l'acte d'engagement du marché subséquent du lot concerné peuvent intégrer provisoirement le marché (notamment dans le cas d'un besoin d'un membre d'une mise en service d'une installation provisoire par le Gestionnaire de Réseau de Distribution : chantiers, travaux, branchements forains....). Le rattachement d'un point de livraison provisoire est formalisé par un ordre de service établi par le membre dont le modèle figure en annexe 5 du présent CCTP. Ce nouveau point de livraison sera rattaché au lot dont il relève, tel qu'il est défini dans le présent CCTP, et du GRD concerné.

Un membre pourra se rapprocher du titulaire qui l'assistera afin de rassembler les informations nécessaires à l'établissement de l'ordre de service. Le titulaire dispose de trois (3) jours calendaires pour assister, si nécessaire, un membre dans la collecte de ces informations et lui indiquer le terme fixe et/ou le prix unitaire proportionnel aux quantités conformément aux bordereaux de prix du lot concerné.

Après notification par le membre de l'ordre de service, le titulaire dispose alors de trois (3) jours calendaires, à compter de la réception d'une demande complète de rattachement au GRD concerné. Le rattachement s'opérera alors suivant les délais minimum figurant au catalogue des prestations du GRD concerné. Si le rattachement demande un déplacement pour intervention, la mise en service du point de livraison sera suivant la date prévisionnelle convenue entre le membre et le GRD concerné.

Article 5 Services liés à la fourniture et à l'acheminement d'électricité

Les prestations décrites au présent article font partie intégrante de la fourniture d'énergie électrique dans le cadre d'un contrat unique, elles sont incluses dans le prix de la fourniture en énergie électrique défini à l'article 8 du CCAP du présent marché.

L'ensemble des coûts régulés par les pouvoirs publics (taxes, contribution, tarif d'acheminement, prix lié au dispositif des garanties de capacités) et le GRD (prix figurant dans le catalogue des prestations du GRD) sont facturés de manière transparente au centime d'euro près.

La facturation est établie mensuellement, à terme échu, avec application des prix unitaires sur la base de consommation relevées (ou sur index estimé ou auto-relève si la relève n'a pu être effectuée).

Un guide de lecture des factures édité par le titulaire est mis à la disposition des membres du groupement avant la date de bascule des points de livraison.

5.1. FACTURATION GROUPEE

Chaque membre du groupement a la possibilité de demander un ou plusieurs regroupement(s) de factures en fonction des pratiques en usage au sein de la collectivité (par code d'imputation budgétaire, par usage, par service consommateur, etc.), à la faveur des opérations préalables à l'exécution des prestations (article 4 du présent CCTP). Les membres du groupement ont toutefois la possibilité que tout ou partie de leurs points de livraisons ne soient pas regroupés.

En cas de groupement de points de livraison pour la facturation, la facture comprend deux éléments :

La **facture groupée**, qui est une pièce comptable permettant le règlement en une seule fois des montants afférents à un regroupement de points de livraison. Elle répertorie les consommations et les coûts globaux pour le regroupement donné, reprenant au minimum les informations précisées dans le modèle présenté en annexe 2 au présent CCTP),

La **facture détaillée**, qui détaille les informations pour chacun des points de livraison du regroupement (cf éléments présentés en annexe 3 au présent CCTP)

Dans le cas où le membre ne fournit aucun critère de regroupement, conformément à l'article 4.3 du présent CCTP, le titulaire établit une facturation groupée pour l'ensemble des points de livraison du membre.

5.2. DOCUMENT DE FACTURATION

Le titulaire du marché transmet une facture pour chaque regroupement défini par le membre, et pour chaque point de livraison n'appartenant à aucun regroupement.

La facture est **adressée par courrier et par courriel à la demande du membre** selon les modalités convenues lors des opérations préalables à l'exécution des prestations.

Elle comprend :

Le cas échéant, la **facture groupée** ;

La **facturation détaillée** de chaque point de livraison répertorié dans la facture groupée ou n'appartenant à aucun regroupement.

Dans la mesure du possible, la facture fait apparaître le **mix énergétique** du fournisseur.

Les documents sont mis à disposition du membre suivant les conditions définies dans le mémoire technique du titulaire :

Sur un espace extranet dédié sous forme de documents au format pdf qui sont l'image exacte des factures groupées et détaillées ;
Et sous forme de fichier de suivi au format.xls ou équivalent reprenant l'ensemble des données de la facture détaillée et de l'actualisation du périmètre.

Une version consolidée des données de tous les membres est transmise mensuellement au coordonnateur (cf. annexe 4 au présent CCTP)

5.2.1 Dématérialisation des factures

Dans le cadre de la dématérialisation des factures, en application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de facturation électronique s'applique aux marchés en cours d'exécution ou conclus postérieurement :

- 1) Au 1er janvier 2017 : obligation pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et les personnes publiques ;
- 2) Au 1er janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) ;
- 3) Au 1er janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;
- 4) Au 1er janvier 2020 : obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

Afin de connaître l'entrée en vigueur de cette obligation, le titulaire devra se reporter à l'article 3 du décret

n°2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique pour déterminer sa catégorie.

Lors de la phase de bascule, le titulaire et le bénéficiaire se rapprochent pour envisager la faisabilité de l'échange des données informatisées, notamment le format d'échange des données selon les systèmes d'information utilisés par chacun. Le montant de la facture doit tenir compte des variations éventuelles du taux ou de l'assiette des taxes applicables.

5.3. VALIDATION DES DONNES DE FACTURATION ET REGULARISATION DES FACTURES

A réception de ses factures, chaque membre vérifie leur contenu et signale au titulaire d'éventuelles erreurs de facturation.

Le titulaire est tenu de corriger l'erreur dans les 10 jours calendaires qui suivent la réclamation du membre ou du coordonnateur par la production d'une nouvelle facture qui annule et remplace la facture erronée, sous peine d'application d'une pénalité selon les termes fixés à l'article 9 du CCAP

Les membres sont soumis au du code de la commande publique ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018- 1075 dans les contrats de la commande

5.4. OUTILS DE SUIVI DES CONSOMMATIONS

Outre la mise à disposition des factures, au pas de la facturation, sous format numérique selon les modalités mentionnées à l'article 5.4 du présent CCTP, le titulaire met à disposition du membre, pour chaque période de fourniture d'une durée égale à 12 mois, au format numérique .xls, un feuillet récapitulatif, comportant au minimum les options tarifaires, les données de consommation et les montants, sur la période écoulée par point de livraison. Ce récapitulatif comporte ces éléments, présentés selon les regroupements retenus par le membre.

Extranet dédié aux membres, coordonnateur et aux personnes autorisées

Le titulaire met **un espace extranet privé à disposition de chaque membre, également accessible au coordonnateur** (conformément à l'autorisation donnée par les membres au coordonnateur dans la convention constitutive du groupement de commandes) **et aux autres personnes qui pourraient avoir reçu une autorisation écrite** de la part du membre.

Dans la mesure du possible, le titulaire mettra en place un **accès groupé** au coordonnateur ainsi qu'aux autres personnes habilitées.

Le titulaire met en place **un site ergonomique**, qui permet facilement aux membres du groupement de suivre leurs consommations, niveaux de puissances, montants de facturation et éventuelles évolutions de leur périmètre.

A minima, celui-ci donne accès :

- Aux factures groupées et détaillées au format.pdf ;
- Aux feuillets récapitulatifs aux formats.pdf et.xls ou équivalent ;
- Aux fichiers de suivi au format.xls ou équivalent reprenant l'ensemble des données de consommation, de facturation et de périmètre (cf annexe 4) ;
- A des graphiques d'évolution des consommations et des dépenses.

En cas de détachement d'un point de livraison, **l'historique de ses données reste accessible** sur le site extranet.

Le titulaire précise dans son mémoire technique le délai dans lequel il met ces informations à disposition ainsi que les éventuelles **autres fonctionnalités** proposées.

Il précise également la durée pendant laquelle **le site extranet reste accessible** en cas de changement de fournisseur à la fin du marché subséquent.

Lorsqu'un membre du groupement, le coordonnateur ou toute autre personne ayant reçu une autorisation d'accès constate qu'un ou plusieurs documents manque(nt) sur le site au-delà du délai indiqué par le titulaire dans son mémoire technique, il en avertit le titulaire qui y remédie dans les 7 jours calendaires qui suivent. Dès que le problème est résolu, le titulaire le fait savoir à la personne qui l'avait alerté.

Si le document n'a pas été mis en ligne dans les 7 jours calendaires suivant la réclamation adressée par voie de courriel, des **pénalités** seront appliquées conformément à l'article 9.2 du CCAP

5.5. REUNION BILAN COORDONNATEUR

Une réunion bilan annuelle sera organisée entre le titulaire de chaque marché subséquent et le coordonnateur du groupement pour échanger sur tous les faits importants de la période.

5.6. REUNION BILAN MEMBRES

A sa demande ou sur proposition du titulaire, le membre dispose d'une réunion de bilan annuelle avec l'interlocuteur dédié où sont abordés notamment les points suivants :

Etat des PDL présentant des anomalies (absence de consommation, problèmes récurrents de relève, de dépassements récurrents de la capacité journalière souscrite,)
Modalités de facturation, modalités de paiement ;
Etat des difficultés d'exécution dans une logique d'amélioration de la qualité de la prestation
Communication par le membre des prévisions de consommations qu'il est en capacité de donner en fonction des évolutions les plus significatives de son patrimoine (prévision de travaux, ...)

Selon les besoins, cette réunion se fait sous forme d'une réunion téléphonique, d'une conférence téléphonique (plusieurs interlocuteurs dispersés géographiquement pour un même membre) ou d'une visioconférence organisée par le titulaire selon les modalités exposées dans son mémoire technique.

Le cas échéant, une réunion dans les locaux du membre peut être organisée. Le titulaire précise dans son mémoire technique les modalités de mise en place de ces réunions et le nombre d'interlocuteur mis à disposition pour les assurer. Le candidat précise notamment le seuil (nombre de contrat, volume de consommation, ...) au-delà duquel il s'engage annuellement à programmer une rencontre physique chez le membre.

5.7. GESTION DES RELATIONS ENTRE LE TITULAIRE DU MARCHE, LES MEMBRES DU GROUPEMENT, LE COORDONNATEUR DU MARCHE ET LE GRD.

5.7.1. Gestion des relations entre le titulaire et les membres du groupement

Chaque membre du groupement dispose d'un interlocuteur unique identifié, chargé de compte, nommément désigné dans l'offre remise par le candidat au stade de l'accord-cadre. Tout changement de chargé de compte après la notification du marché subséquent fait l'objet d'une information écrite apportée à chaque membre du groupement concerné, au plus tard trente et un (31) jours avant le changement, conformément aux obligations du titulaire spécifiées dans le présent CCTP.

La structure et l'organisation mise en place par le titulaire répond aux besoins en électricité du membre du groupement lié à la nature même et à la vie de son patrimoine.

Le titulaire assure une disponibilité en cas d'absence du chargé de compte, notamment en période de congés.

Le titulaire est notamment chargé, en complément des obligations liées à la facturation détaillée du présent CCTP :

- De traiter, en relation avec le gestionnaire du réseau de distribution, l'ensemble des demandes techniques relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau de distribution pour les points de livraison objets du marché (mise en service de points de livraison, suppression de points de livraison, modification de puissance souscrite, etc.) et ce dans un délai de trois (3) jours ouvrés après la demande du membre ;
- D'informer les membres sur la prise en charge de chaque demande liée à l'accès et l'utilisation du réseau de distribution et l'évolution du traitement de celle-ci, et ce dans un délai d'un (1) jour ouvré.

Après chaque évolution rapportée par le gestionnaire de réseau. L'information sera reportée systématiquement par courriel ;

- De rectifier, à la demande du membre du groupement, les informations portant sur le périmètre du marché subséquent ainsi que de procéder à la modification du nom ou informations administratives d'un point de livraison ;
- De transmettre à chaque membre, a minima une fois par an avant le 31 janvier de l'année suivant l'année de fourniture et à chaque fois qu'un membre en fait la demande, la liste actualisée de son périmètre et des points de livraison sous format tableur exploitable, identifiant les entrées et sorties du périmètre ainsi que les dates d'effet correspondantes (fichier périmètre) ;
- De transmettre aux membres, a minima une fois par an le 31 janvier suivant l'année de fourniture, un bilan des consommations, des puissances atteintes et des coûts, précisant les évolutions mensuelles, sur tableur exploitable ou compatible (feuillelet récapitulatif) ;
- De répondre à l'ensemble des questions posées par les membres du groupement sur les conditions d'exécution du marché en cours dont il est titulaire ;
- De tenir les membres du groupement informés de l'évolution du marché en cours, notamment l'évolution des différentes composantes de la facture permettant aux membres du groupement une compréhension et un contrôle facilités des coûts facturés ;
- De conseiller le membre du groupement pour la constitution d'un dossier de demande de raccordement (de modification d'un raccordement, de demande d'alimentations complémentaires ou d'alimentation de secours) ;
- De conseiller le membre du groupement si celui-ci souhaite souscrire auprès du gestionnaire de réseau de distribution pour certains points de livraison d'engagements personnalisés de qualité de fourniture ou de continuité. Le titulaire conseille le membre du groupement sur les démarches à engager auprès du gestionnaire de réseau en vue de la souscription de ces engagements personnalisés et l'accompagne dans sa démarche.

Le titulaire s'engage à mettre à disposition des membres du groupement un espace client dédié en ligne (accès web), tel que défini à l'article 19 du présent CCP.

Les données individuelles de chaque membre ne peuvent être communiquées à un autre membre ou à un autre tiers sans l'accord exprès de celui-ci, à l'exception du coordonnateur du groupement.

Dans tous les cas précités, et à la demande du membre du groupement, le titulaire du marché s'engage à répondre par courriel ainsi qu'à transmettre les documents souhaités dans un délai de cinq (5) jours ouvrés.

Règlement des litiges :

En cas de litige entre un membre du groupement et le titulaire non résolu après la mise en place de la procédure prévue à l'article 37 du CCAG. FCS, le titulaire adresse une demande de conciliation au coordonnateur du groupement, qui dispose d'un délai **de 6 semaines** pour procéder à cette conciliation.

5.7.2. Gestion des relations entre le titulaire et le coordonnateur

Le coordonnateur du groupement dispose d'un interlocuteur dédié identifié (nom et fonction). Le titulaire indique les moyens de le contacter (téléphone non surtaxé, adresse courriel) et tout autre moyen décrit dans son mémoire technique. Tout changement d'interlocuteur fait l'objet d'une information écrite apportée au coordonnateur, au plus tard deux semaines avant le changement.

Le titulaire apporte au coordonnateur du groupement une information de nature à lui permettre d'apprécier la bonne exécution du marché et le niveau de satisfaction des membres. Cette information prendra la forme de rapports réguliers en fonction des besoins et à minima d'une réunion de bilan semestrielle pour échanger sur les faits importants de la période. Il pourra s'agir d'une réunion physique, téléphonique ou par visioconférence si nécessaire.

Parmi les points qui donnent lieu à cette information, on peut citer notamment :

- La gestion de la bascule de l'ensemble des points de livraison ;
- Le traitement de points de livraison présentant une incompatibilité entre installations de comptage et formules tarifaires d'accès au réseau de distribution ;
- Le suivi des demandes des membres du groupement (mise en service, résiliation, etc.) ;
- L'état d'avancement des demandes adressées au gestionnaire du réseau de distribution ;
- Les données relatives à l'évolution du périmètre du marché et aux consommations (voir ci-après).

Outre cette information liée à des sujets spécifiques, le titulaire du marché transmet au coordonnateur **les données destinées à alimenter son outil de gestion, au pas mensuel**, au moment de l'envoi des factures aux membres du groupement :

- Le **fichier de suivi** de l'ensemble des points de livraison du groupement (au format xls ou équivalent) reprenant l'intégralité des données de consommation, de facturation et de périmètre (cf annexe 4) ;
- Les **courbes des charges** au pas 10 minutes aux formats .txt, .csv, .xls ou équivalent pour les points de livraison de catégorie tarifaire C2.

5.7.3. Gestion des relations entre le titulaire et le GRD

Dans le cadre du contrat unique, le titulaire du marché est l'intermédiaire de chaque membre du groupement avec le GRD. En tant qu'interlocuteur pour le compte des membres du groupement, le titulaire apporte tous les moyens permettant de garantir une intervention adaptée au besoin des membres du groupement s'agissant de l'accès et de l'utilisation du réseau de distribution, conformément aux dispositions du contrat GRD-Fournisseur conclu entre le titulaire du marché et le GRD.

Le titulaire du marché s'engage notamment :

- À vérifier auprès du GRD la faisabilité de la bascule pour tous les points de livraison, dès la notification du marché subséquent ;
- À formuler auprès du GRD les demandes de mise en service et/ou de suppression de points de livraison pour le compte des membres du groupement ;
- À formuler les demandes d'optimisation de puissances souscrites et du tarif d'utilisation du réseau public d'électricité et suivre leur réalisation (cf. 4.4 du présent CCTP).

Pour les actions qui le conduisent à intervenir auprès du GRD, le titulaire distingue les prestations de base naturellement incluses dans la mission du GRD et financées par les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité de celles qui donnent lieu à une facturation selon les tarifs fixés dans le catalogue des prestations du GRD.

Toute demande de prestation prévue dans le catalogue des prestations du GRD est formulée par ordre de service notifié par les membres du groupement au titulaire du marché qui doit, ensuite, procéder aux démarches nécessaires auprès du GRD pour la réalisation desdites prestations pour le compte des membres du groupement.

L'intervention du GRD pour des prestations telles que celles couvertes par le « catalogue des prestations du GRD » doit être conforme aux dispositions prévues à l'article 9.4 du CCAP à vérifier. Les modalités de facturation de ces prestations sont établies selon les dispositions prévues à l'article 10 du CCAP

Article 6 Délai d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des prestations qui figurent à l'annexe 6 du présent CCTP sont précisés par le titulaire dans son offre.

Article 7 Liste des annexes au présent CCTP

ANNEXES

ANNEXE 1

LISTE DES POINTS DE LIVRAISON ET DONNES TECHNIQUE

Sous Format XLS

Liste des Points de livraison pour 3 lots :

~~Lot 1 : points de livraison inférieurs à 36kVa en zone ENEDIS C5~~

~~Lot 2 : points de livraison dont profils raccordés en BT ou dont profils et courbes de charge raccordés en HTA en zone ENEDIS C4 C3~~

~~Lot 3 : points de livraison en zone ELD C5 C4 C3 C2~~

ANNEXE 2

Informations devant figurer dans le fichier suivi

(Cf article 5-2 du CCTP)

ANNEXE 3-CCTP

Informations devant figurer sur la facturation groupée (cf Art. 5.1 du CCTP)

ANNEXE 4- CCTP

Informations devant figurer sur la facturation détaillée (cf Art. 5.1 du CCTP)

ANNEXE 5 CCTP

Tableau des délais d'exécution des prestations (Cf art 5 du CCTP)

Annexe 6 CCTP

Trame de mémoire technique du candidat

